



FEMMES D'EUROPE *entre elles...*

Séminaire femmes, 28 mars 2009 : Crise économique : quelles conséquences pour les femmes ?

Une illustration :

Les femmes et la crise économique en Grande-Bretagne

Par Patricia THANE, professeure d'histoire contemporaine
à l'Université de Londres

En Grande-Bretagne, comme dans d'autres pays, il est difficile de prévoir les conséquences de la crise sur les femmes et les hommes parce que cette crise est encore très récente et que les statistiques n'ont pas eu le temps d'en mesurer les premiers effets. On ignore aussi sa durée, la direction qu'elle va prendre et son degré de profondeur. Mais contrairement aux crises précédentes, des débats se profilent déjà sur la différence d'impact qu'elle peut avoir sur les femmes et sur les hommes. C'est un important changement par rapport au passé, ce qui signifie que les femmes se font plus entendre et que - du moins je l'espère - elles ont acquis une influence plus grande dans la vie publique.

Le passé

En tant qu'historienne, je vais d'abord brièvement évoquer les crises passées en Grande-Bretagne pour démontrer que les femmes en ont souvent plus souffert que les hommes. Ainsi, lors de la grande Dépression des années 30, les femmes, comme les hommes, ont perdu leur emploi en très grand nombre, mais contrairement à eux, les femmes mariées n'ont pas bénéficié d'indemnités chômage sous prétexte qu'elles avaient un travail - à la maison. Cette situation entraîna de grandes difficultés dans des régions comme le Lancashire, où les femmes mariées travaillaient traditionnellement dans l'industrie textile. De la même façon, les femmes non mariées se virent refuser ces indemnités au prétexte qu'il y avait un déficit de main-d'œuvre

dans le domaine de l'emploi à domicile et qu'elles pourraient y trouver un emploi, même si elles n'avaient pas jamais travaillé dans ce domaine jusqu'à présent. A cette époque là, il était admis en effet que le premier rôle des femmes était le travail domestique. Cette idée est beaucoup moins répandue aujourd'hui en Grande-Bretagne.

Après la Seconde guerre mondiale, le gouvernement travailliste était déterminé à reconstruire l'économie mise à mal par la dépression et la guerre. Il voulait assurer le plein-emploi dès le retour de la paix et il y parvint. Mais ce plein emploi bénéficia aux seuls hommes car il n'était pas imaginable à cette époque que les femmes puissent être concernées. En fait, un faible chômage persistait. Le gouvernement a alors encouragé à travailler les femmes qui n'étaient plus en âge d'avoir des enfants (on attendait des plus jeunes qu'elles en aient pour endiguer la chute de la natalité amorcée avant-guerre). Mais les emplois qui leur étaient offerts étaient généralement des emplois à bas statut et peu rémunérés, même si de nombreuses femmes ont bénéficié du développement de l'Etat providence après la guerre, qui a créé des emplois dans le secteur de la santé (infirmières mais rarement médecins) et dans les secteurs social et de l'éducation.

Le plein emploi des hommes prit fin avec le choc pétrolier du milieu des années 70. J'avance ici une analyse de l'impact sur les sexes de cette crise. Bien que la « seconde vague » du mouvement des femmes ait démarré, en Grande-Bretagne, ces féministes ne s'étaient pas autant intéressées à l'analyse économique qu'à leurs projets personnels. De leur côté, les économistes s'intéressaient fort peu aux questions d'égalité entre les hommes et les femmes. La crise a cependant entraîné une forte hausse du chômage et des coupes sévères dans le secteur public qui employait beaucoup de femmes.

Le taux élevé de chômage des années 80 a été analysé plus à fond en terme d'impact sur les sexes. Il est apparu que les femmes étaient moins frappées par le chômage que les hommes. Cette situation était due au développement d'emplois peu rémunérés et peu qualifiés (par exemple chez Mac Donalds, ou dans des emplois similaires) que les femmes ont accepté souvent pour aider leur famille quand leurs maris étaient au chômage, alors que les hommes perdaient des emplois qualifiés et mieux rémunérés dans le secteur industriel. Il ne semble pas que les chômeurs aient accru leur participation aux tâches domestiques quand leurs femmes travaillaient. Les femmes employées dans le secteur public ont continué de perdre leur emploi en fonction des coupes sombres dans de secteur.

Ainsi, l'histoire nous offre de bonnes raisons de nous pencher sur les conséquences de la crise économique actuelle sur les femmes.

Le présent

Revenons au présent. Les statistiques nationales de novembre 2008, au début de la crise, les plus récentes dont nous disposions, ont montré que les femmes perdent leur emploi deux fois plus vite que les hommes, principalement dans les services financiers et autres. Bien que les femmes n'occupent pas les emplois les plus élevés des services financiers, elles sont nombreuses dans les emplois de niveau inférieur où il y a eu aussi de lourdes pertes d'emplois, par exemple, 130 000 femmes étaient secrétaires administratives dans les institutions financières britanniques contre 68 000 hommes !

Il y a eu aussi des suppressions d'emploi dans xxx et la restauration qui emploient aussi de très nombreuses femmes, et parmi elles beaucoup de femmes migrantes. L'emploi industriel masculin s'effondre, mais ce secteur est relativement restreint en Grande-Bretagne. L'économie est essentiellement structurée autour des services. Par ailleurs, l'emploi à temps partiel s'est accru chez les femmes, pas chez les hommes. Ces emplois (domestiques ou vendeuses) sont généralement sous-rémunérés et donc plus facilement accessibles aux femmes. Ils sont occupés à la fois par les chômeuses et par les femmes mariées à un chômeur qui les acceptent pour subvenir aux besoins de leur famille.

Le gouvernement n'a pas encore envoyé de signal clair sur la conduite d'une politique qui prenne en compte les problèmes spécifiques des femmes. Harriet Harman, vice-Première ministre et ministre des droits de la femme et de l'égalité a récemment déclaré : « nous ne laisserons pas les femmes être les agneaux sacrificiels de la récession ». Mais elle n'a pas expressément dit ce qu'elle proposait, bien qu'elle commence à tenir des réunions avec des femmes sur le thème de la crise.

La grande organisation féministe britannique

Très récemment, en mars 2009, le bureau gouvernemental de l'égalité a publié un rapport *La récession économique- les conséquences et expériences sur les femmes et les enfants*. C'est la manifestation d'une xxx survie des attitudes et expériences d'hommes et de femmes d'âges et de milieux sociaux différents. La raison de ce rapport de l'Office (dirigé par Harriet Harman) est que la crise peut affecter différemment

les femmes et les hommes. Encore une fois, il s'agit d'une réponse qui n'a pas été conduite dans les crises précédentes.

Cette recherche a trouvé que 75% des Britanniques adultes estimaient que la crise allait avoir des effets néfastes sur eux-mêmes et leur famille notamment s'ils étaient au chômage mais que les femmes seraient plus touchées que les hommes. Les femmes seraient plus touchées par les conséquences sur leur familles, les hommes sur leur emploi et xxxx

Les retraités plus âgés et les jeunes de moins de trente ans se sentaient moins concernés pour eux-mêmes que les groupes d'âge intermédiaire et plus concernés pour les autres. Les gens âgés, même quand ils redoutaient de voir leurs revenus diminuer, se résignaient à attendre que ça passe et à survivre à la crise. Les gens plus jeunes xxxxxxxxx

Les femmes estiment particulièrement que la crise créerait des tensions au sein de la famille. Peu de gens interviewés ont déjà fait l'expérience du chômage ou d'autres effets néfastes, mais ils appréhendent le futur. Plus de femmes que d'hommes ont dit qu'ils dépenseraient moins.

Ces résultats ne sont peut-être pas étonnants mais ils confirment que les femmes et les hommes réagissent différemment à la crise ; et c'est encourageant que la gouvernement britannique semble prendre ces différences au sérieux dans ce contexte.

Le futur

Le futur en Grande-Bretagne est incertain en partie parce que nous ne savons pas quelle direction la crise va prendre ni quelles politiques le gouvernement va mettre en oeuvre. Il y a un désaccord actuellement entre le Royaume Uni, l'Union européenne et le G20 sur les mesures appropriées. Le Premier ministre britannique souhaite injecter plus d'argent dans l'économie pour encourager la demande et l'emploi mais le Chancelier de l'Echiquier , le gouverneur de la banque d'Angleterre et beaucoup d'autres en Grande-Bretagne et dans d'autres pays parce qu'ils expliquent que cela va augmenter la déjà très élevée dette publique à un point tel qu'on peut redouter que les marchés internationaux perdent confiance dans la capacité de la Grande-Bretagne à rembourser.

Il est très clair que la crise va conduire à de sévères coupes dans le secteur public dans les mois à venir, pour réduire les dépenses publiques et la dette. Il y a un pression politique très forte pour cela de la part de ceux qui sentent qu'il est injuste que la plus grande partie du fardeau de la crise soit supporté par le secteur privé où le chômage est

plus élevé. Les coupes dans les services publics vont entraîner du chômage parmi les femmes qui sont sur-employées dans le secteur public.

Si le gouvernement cherche à réduire le chômage en encourageant les investissements dans les infrastructures, comme construire des routes ou des maisons à bas prix (dont nous avons grand besoin), ou en subdivisant la production de voitures et , cela va créer des emplois pour les hommes qualifiés plutôt que pour les femmes. Bien sûr, permettre aux hommes de conserver leur emploi va aider les femmes dans la tenue de leur famille mais dans les dix ans passés de nombreuses femmes à la maison sont devenues dépendantes de deux choses, dues au coût en hausse de se loger, parmi d'autres. Et beaucoup de femmes sont des mères au foyer sans homme.

Un grand nombre de féministes américains (femmes et hommes) ont adressé une lettre au président Obama le mettant en garde que créer des emplois à travers les grands travaux d'infrastructures ne bénéficierait pas à de nombreuses femmes et familles dans le besoin. Il ferait mieux d'investir dans les secteurs de la santé et d'autres services publics qui emploient des femmes. Ces remarques valent également pour la Grande Bretagne ;

Conclusion

La crise est si dure qu'elle peut faire émerger une opportunité de repenser fondamentalement les politiques économiques et sociales. Ce qui est d'autant plus important que les voix et les besoins des femmes sont entendus et que nous cherchons à influencer le changement. Mais nos voix, bien qu'elles soient présentes, ne sont pas prééminentes dans le débat sur la crise en Grande-Bretagne.